

Art. 3 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2816

[C - 97/27645]

6 NOVEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 18 juli 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Het decreet van 18 juli 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's heeft uitwerking met ingang van 9 augustus 1997.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

F. 97 — 2817

[C - 97/27646]

6 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 22 septembre 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 2 septembre 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 9 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que cet arrêté est essentiel pour permettre aux employeurs, qui sont déjà disposés à créer des emplois en faveur des demandeurs d'emploi visés par l'article 2 du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, d'introduire leurs demandes en la matière, par la circonstance que cet arrêté est également essentiel pour permettre aux administrations concernées de prendre les dispositions relatives à la mise au point des procédures administratives et des formulaires nécessaires et par le fait que tout retard dans l'adoption définitive de cet arrêté aurait des conséquences négatives sur la réinsertion des demandeurs d'emploi et compromettrait la politique de promotion de l'emploi considérée comme prioritaire par le Gouvernement wallon;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

2^o le Ministre : le Ministre de l'Emploi et de la Formation;

3^o l'administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° le FOREM : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° les directions subrégionales de l'emploi : les directions subrégionales de l'emploi du FOREM.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Région, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret s'élève à :

a) 14.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 24.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à trois quarts temps.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés pour moitié par le Ministre et pour moitié par le Ministre dont relèvent les activités exercées.

§ 2. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret s'élève à :

a) 7.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 12.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à trois quarts temps.

Il y a lieu d'y ajouter la subvention de la Communauté française ou de la Communauté germanophone visée par l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle conclu le 3 juillet 1997.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés par le Ministre.

§ 3. Sur la proposition du Ministre dont relèvent les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle, le Ministre peut fixer d'autres montants de subvention que ceux visés aux §§ 1^{er} et 2, en ce qui concerne les demandes relatives à des activités donnant lieu, au profit de l'employeur, à une rétribution de la part des bénéficiaires des services rendus par les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle.

§ 4. Les montants des subventions visées aux §§ 1^{er}, 2 et 3, sont calculés au prorata des journées ouvrant le droit à la rémunération.

Art. 3. § 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 3 du décret qui désirent engager des travailleurs dans le programme de transition professionnelle adressent une demande à l'administration sur un formulaire mis à leur disposition par les directions subrégionales de l'emploi ou par l'administration.

Les demandes de renouvellement sont introduites cinq mois au moins avant l'expiration de l'autorisation dont bénéficient les employeurs.

Un rapport précis sur l'exécution des activités réalisées dans le cadre du programme de transition professionnelle, accompagné d'un exemplaire des publications éventuelles sont joints à la demande des employeurs qui, au cours de l'année précédente, ont occupé des travailleurs dans le programme de transition professionnelle.

Les documents visés à l'alinéa 3 sont envoyés au Ministre compétent pour la matière concernée par les activités exercées et à l'administration dans le mois qui précède chaque anniversaire de la décision initiale et, en tout cas, lors de l'introduction de toute demande ultérieure.

§ 2. Dès sa réception, la demande reçoit un numéro d'enregistrement qui est communiqué à l'employeur avec un accusé de réception.

La demande est envoyée à la commission prévue par l'article 7, alinéa 2, du décret.

La commission se compose d'un représentant du Ministre et d'un représentant du Ministre compétent pour la matière concernée par la demande.

Elle se réunit tous les quinze jours et décide si la demande peut être instruite.

La décision négative est notifiée à l'employeur par l'administration.

La décision positive entraîne l'instruction de la demande par l'administration.

§ 3. L'administration invite le comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort duquel les activités s'exécutent en ordre principal à émettre un avis dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande et à lui donner tout renseignement qu'elle juge utile pour l'instruction de la demande. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation est motivé et porte notamment sur :

1° la conformité des qualifications demandées aux activités qui seront exercées par les travailleurs et aux qualifications des chômeurs de la région;

2° la conformité du nombre de travailleurs demandés au volume de travail à réaliser;

3° les garanties de bonne fin;

4° l'utilité publique et l'absence de but lucratif des activités projetées;

5° la concurrence éventuelle des activités projetées au secteur marchand.

Il entend dans chaque cas l'inspecteur de projets compétent.

L'avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation n'est toutefois pas sollicité à l'égard des demandes introduites par la Région wallonne, la Communauté française ou la Communauté germanophone en tant qu'employeur.

§ 4. L'administration émet un avis sur la demande et transmet un dossier complet ainsi qu'une proposition de décision au Ministre dans un délai de 45 jours calendrier à compter du terme du délai prévu au § 3.

§ 5. Le Ministre fait examiner le dossier par la commission.

La commission décide, s'il échet, d'entendre l'employeur.

§ 6. Le Ministre prend une décision et la communique au Ministre compétent pour la matière concernée par la demande.

§ 7. L'administration notifie la décision au FOREM, à l'employeur, au comité subrégional de l'emploi et de la formation et à l'Office national de l'Emploi.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de renouvellement, la décision est notifiée avant l'expiration de l'autorisation dont bénéficie l'employeur.

§ 8. Les engagements des travailleurs sont réalisés dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de la décision.

En cas de remplacement, les travailleurs sont engagés dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation des travailleurs qu'ils vont remplacer.

§ 9. Tout engagement non encore réalisé au-delà des délais visés au § 8 ainsi que l'occupation des travailleurs aussi longtemps que le contrat n'a pas été approuvé par le directeur de la direction subrégionale de l'emploi ne peuvent donner lieu à l'application du décret.

Le directeur de la direction subrégionale de l'emploi n'approuve les contrats qu'après avoir vérifié que les travailleurs remplissent les conditions d'engagement prévues aux articles 2 et 9 du décret et en communique une copie à l'Office national de l'Emploi.

§ 10. La période prévue à l'article 4, alinéa 2, du décret prend cours le jour où commence l'exécution du premier contrat ou, en cas de renouvellement, le jour qui suit l'expiration de la période précédant le renouvellement.

Art. 4. Les employeurs communiquent à l'Office national de l'Emploi et à l'administration les déclarations à l'Office national de Sécurité sociale et à l'Office national de Sécurité sociale - administrations provinciales et locales relatives aux quatre trimestres précédant l'introduction de la demande et aux trimestres pendant lesquels ils occupent des travailleurs dans le cadre du programme de transition professionnelle.

Le FOREM communique à l'Office national de l'Emploi et à l'administration le nombre de travailleurs occupés, par chaque employeur, au cours des mêmes trimestres, conformément au décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

Les employeurs communiquent au FOREM, au plus tard à la fin du délai dont ils disposent pour envoyer leurs déclarations à l'Office national de Sécurité sociale et à l'Office national de Sécurité sociale - administrations provinciales et locales, la preuve du paiement mensuel de la rémunération et des cotisations sociales y afférentes visée à l'article 11, alinéa 2, du décret.

Art. 5. En vertu de l'article 7, alinéa 3, du décret, le Ministre met fin à l'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret et demande à l'employeur le remboursement de tout ou partie de cette subvention dans les cas suivants :

- 1° si l'employeur ne respecte pas le décret ou ses arrêtés d'exécution;
- 2° s'il ne respecte pas les conditions éventuellement mentionnées dans la décision approuvant la demande;
- 3° s'il fait réaliser d'autres activités que celles qui ont fait l'objet de la décision approuvant la demande;
- 4° si les travailleurs ne perçoivent pas la rémunération visée à l'article 6 du décret.

Le FOREM procède au recouvrement et transmet les dossiers des débiteurs défaillants à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.

Les poursuites à exercer par cette administration s'effectuent conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. Les sommes récupérées sont restituées au FOREM sous déduction des frais éventuels.

Le Ministre avertit le Ministre compétent pour la matière concernée par la demande de la décision de mettre fin à l'octroi de la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret.

L'administration notifie cette décision au FOREM, à l'employeur, au comité subrégional de l'emploi et de la formation et à l'Office national de l'Emploi.

Art. 6. Les services visés à l'article 13 du décret sont les agents de l'administration.

Art. 7. Le directeur de la direction subrégionale de l'emploi informe les travailleurs, au moment de l'approbation de leur contrat de travail, de la possibilité qui leur est offerte de bénéficier d'activités liées à la recherche active d'emploi.

Cette information doit leur faire apparaître l'intérêt professionnel d'ajouter ainsi un élément à leur parcours d'insertion.

Le directeur de la direction subrégionale de l'emploi informe les employeurs de la possibilité offerte aux travailleurs.

Art. 8. Les travailleurs qui en font la demande, bénéficient d'activités liées à la recherche active d'emploi dont la nature et la durée sont déterminées par le FOREM en fonction de leurs caractéristiques et de leur projet professionnel.

Art. 9. Les activités liées à la recherche active d'emploi sont assurées par le FOREM ou par un autre opérateur qui a conclu une convention à cette fin avec le FOREM.

Elles ont lieu pendant le temps rendu disponible par l'occupation des travailleurs dans les liens d'un contrat de travail à temps partiel.

Les employeurs sont tenus d'adapter l'horaire de travail de leurs travailleurs pendant le déroulement des activités liées à la recherche active d'emploi.

Art. 10. Les travailleurs bénéficient d'un accompagnement du FOREM au cours de l'exécution de leur contrat de travail.

Cet accompagnement consiste en un suivi des travailleurs :

1. au début de l'exécution de leur contrat de travail de manière à déterminer les activités liées à la recherche active d'emploi qui peuvent leur être proposées;
2. au milieu de l'exécution de leur contrat de travail de manière à évaluer les actions qu'ils ont éventuellement entreprises;
3. à la fin de l'exécution de leur contrat de travail de manière :
 - a) à évaluer l'impact, sur leur problématique d'insertion, de leur occupation dans le programme de transition professionnelle et des actions dont ils ont éventuellement bénéficié;
 - b) à déterminer, en fonction de cette évaluation, les pistes d'insertion qui leur seraient le plus appropriées.

Le directeur de la direction subrégionale de l'emploi informe les employeurs de l'accompagnement dont bénéficient les travailleurs.

Art. 11. Les frais de déplacement relatifs aux activités liées à la recherche active d'emploi des travailleurs leur sont remboursés par le FOREM.

Les frais de déplacement sont les frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour, lorsque le lieu de la résidence du travailleur et le lieu où il bénéficie d'activités liées à la recherche d'emploi sont distants d'au moins cinq kilomètres.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

L'intéressé doit produire au FOREM les pièces justifiant la réalité des débours qu'il invoque.

Art. 12. Le Ministre fait réaliser l'évaluation annuelle du programme de transition professionnelle prévue par l'article 14 du décret.

L'évaluation mesure la qualité du programme de transition professionnelle en ce qui concerne notamment :

1° son impact sur l'insertion professionnelle des personnes qui y ont été occupées en prenant en considération l'occupation et l'accompagnement ainsi que, s'il échet les activités liées à la recherche active d'emploi;

2° son impact sur l'emploi global dans les secteurs d'activités concernés;

3° son impact sur la satisfaction des besoins collectifs concernés;

4° la satisfaction des employeurs, des travailleurs et des bénéficiaires des activités accomplies.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 2817

[C - 97/27646]

6. NOVEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms;

Aufgrund des am 22. September 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social" (Wirtschafts- und Sozialrat) der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 2. September 1997 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 9. September 1997, abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen) der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 22. Juli 1997, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Juli 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die einerseits durch den Umstand begründet wird, daß dieser Erlaß unerlässlich ist, um jenen Arbeitgebern, die sich bereit erklärt haben, Arbeitsplätze zugunsten der in Artikel 2 des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms angeführten Arbeitsuchenden zu schaffen, zu ermöglichen, ihre diesbezüglichen Anträge einzureichen, andererseits durch den Umstand, daß dieser Erlaß ebenfalls unerlässlich ist, um den betroffenen Verwaltungen zu ermöglichen, die Maßnahmen für die Ausarbeitung der Verwaltungsverfahren und der jeweiligen Formulare zu treffen, sowie durch die Tatsache, daß jeglicher Verzug bei der endgültigen Verabschiedung dieses Erlasses negative Auswirkungen auf die Wiedereingliederung der Arbeitsuchenden hätte und die Politik im Bereich der Arbeitsförderung gefährden würde, die die Wallonische Regierung als prioritär erachtet;

Aufgrund des am 17. Oktober 1997 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 18. Juli zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören;

3° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° das FOREM: das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

5° die subregionalen Direktionen für die Beschäftigung: die subregionalen Direktionen für die Beschäftigung des FOREM.

Art. 2 - § 1. Wenn die im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, beläuft sich der in Artikel 4 Absatz 1 3° des Dekrets festgelegte Zuschuß auf:

- a) 14 000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens halbezeit-beschäftigt wird;
- b) 24 000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens dreiviertelzeitbeschäftigt wird.

Die in Absatz 1 angeführten Beträge werden zur Hälfte durch den Minister und zur Hälfte durch den für die ausgeübten Tätigkeiten zuständigen Minister gewährt.

§ 2. Wenn die im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen, beläuft sich der in Artikel 4 Absatz 1 3° des Dekrets festgelegte Zuschuß auf:

- a) 7 000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens halbezeit-beschäftigt wird;
- b) 12 000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens dreiviertelzeitbeschäftigt wird.

Diesen Beträgen ist der Zuschuß der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft hinzuzurechnen, der durch das am 3. Juli 1997 abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über das berufliche Übergangsprogramm festgelegt wird.

Die in Absatz 1 angeführten Beträge werden durch den Minister gewährt.

§ 3. Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms ausgeübten Tätigkeiten gehören, kann der Minister andere Beträge für die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Zuschüsse festlegen, falls es sich um Anträge für Aktivitäten handelt, die zugunsten des Arbeitgebers zu einer Entlohnung durch die Bezieher jener Leistungen führen, die von im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmern erbracht wurden.

§ 4. Die in den Paragraphen 1 2 und 3 genannten Beträge werden im Verhältnis zur Anzahl Tage, die Anrecht zu einem Gehalt geben, berechnet.

Art. 3 - § 1. Die in Artikel 3 des Dekrets angeführten Arbeitgeber, die im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms Arbeitnehmer einstellen möchten, reichen bei der Verwaltung einen Antrag ein, anhand eines Antragsformulars, das ihnen die subregionalen Direktionen für die Beschäftigung oder die Verwaltung zur Verfügung stellen.

Die Erneuerungsanträge sind spätestens fünf Monate vor Ablauf der Genehmigung, die den Arbeitgebern erteilt wurde, einzureichen.

Ein ausführlicher Bericht zu den im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms ausgeführten Tätigkeiten, sowie ein Exemplar der Veröffentlichungen (falls vorhanden) sind dem Antrag der Arbeitgeber, die im Laufe des vorherigen Jahres im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms Arbeitnehmer beschäftigt haben, beizufügen.

Die in Absatz 3 genannten Dokumente werden dem für den Bereich, in dem die Aktivitäten ausgeführt werden, zuständigen Minister einerseits und der Verwaltung andererseits innerhalb eines Monats vor dem Tag, an dem sich der ursprüngliche Beschluß jährt, zugestellt, sowie bei der Einreichung jedes neuen Antrags.

§ 2. Bei Eingang wird dem Antrag eine Ordnungsnummer zugeordnet, die dem Arbeitgeber gemeinsam mit einer Empfangsbestätigung übermittelt wird.

Der Antrag wird an die in Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets angeführte Kommission weitergeleitet.

Die Kommission besteht aus einem Vertreter des Ministers und einem Vertreter des für die im Antrag erwähnten Tätigkeiten zuständigen Ministers.

Sie versammelt sich alle zwei Wochen und beschließt über die Zulässigkeit der Anträge.

Der ablehnende Beschluß wird dem Arbeitgeber von der Verwaltung mitgeteilt.

Der positive Beschluß führt zur Überprüfung des Antrags durch die Verwaltung.

§ 3. Die Verwaltung fordert den subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung des Bereichs, in dem die Tätigkeiten hauptsächlich ausgeübt werden, auf, innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags ein Gutachten zu erteilen und ihr alle Informationen, die sie im Rahmen der Antragsprüfung benötigt, zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird ein Gutachten nicht mehr verlangt.

Das Gutachten des subregionalen Ausschusses für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ist begründet und bezieht sich u.a. auf:

- 1° die Übereinstimmung der verlangten beruflichen Qualifikation mit den von den Arbeitnehmern ausgeübten Aktivitäten und mit der beruflichen Qualifikation der Arbeitslosen der betreffenden Region;
- 2° die Übereinstimmung der Anzahl beantragter Arbeitskräfte mit dem anstehenden Arbeitsumfang;
- 3° die Ausfallbürgschaften;
- 4° den öffentlichen Nutzen und das Fehlen eines Erwerbszwecks der geplanten Tätigkeiten;
- 5° die ggf. entstehende Konkurrenz der geplanten Tätigkeiten mit dem kommerziellen Sektor.

Der Ausschuß hört in jedem Fall den für die Projekte zuständigen Inspektor an.

Das Gutachten des subregionalen Ausschusses für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung wird für die von der als Arbeitgeber handelnden Wallonischen Region, Französischen Gemeinschaft oder Deutschsprachigen Gemeinschaft eingereichten Anträge jedoch nicht verlangt.

§ 4. Die Verwaltung erteilt ein Gutachten über den Antrag und übermittelt dem Minister eine vollständige Akte sowie einen Beschlußentwurf innerhalb von 45 Kalendertagen ab Ablauf der in § 3 festgelegten Frist.

§ 5. Der Minister beauftragt die Kommission mit der Überprüfung der Akte.

Die Kommission beschließt, ob der Arbeitgeber anzuhören ist.

§ 6. Der Minister trifft einen Beschluß und übermittelt ihn dem für den im Antrag angeführten Bereich zuständigen Minister.

§ 7. Die Verwaltung notifiziert den Beschluß dem FOREM, dem Arbeitgeber, dem subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung und dem Landesarbeitsamt.

Handelt es sich um einen Erneuerungsantrag, wird der Beschluß vor Ablauf der Genehmigung, über die der Arbeitgeber verfügt, notifiziert.

§ 8. Jede Einstellung der Arbeitnehmer wird innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem ersten Tag des Monats nach Notifizierung des Beschlusses durchgeführt.

Werden Arbeitnehmer ersetzt, finden die Neueinstellungen statt innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem ersten Tag des Monats der auf das Datum folgt, an dem die zu ersetzenden Arbeitnehmer zum letzten Mal beschäftigt wurden.

§ 9. Die Einstellung, die bei Ablauf der in § 8 angeführten Fristen noch nicht vorgenommen wurde, sowie die Beschäftigung von Arbeitnehmern während der Zeitspanne vor der Genehmigung des Vertrags durch den Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung, fallen nicht in den Anwendungsbereich des Dekrets.

Der Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung genehmigt die Verträge erst nachdem er überprüft hat, daß die Arbeitnehmer die in den Artikeln 2 und 9 des Dekrets festgelegten Einstellungsbedingungen erfüllen. Anschließend übermittelt er dem Landesarbeitsamt eine Abschrift dieser Verträge.

§ 10. Die in Artikel 4, Absatz 2 des Dekrets festgelegte Zeitspanne läuft ab dem Tag, an dem die Ausführung des ersten Vertrags beginnt, oder im Fall einer Erneuerung, ab dem Tag nach Ablauf der vor der Erneuerung laufenden Zeitspanne.

Art. 4 - Die Arbeitgeber übermitteln dem Landesarbeitsamt und der Verwaltung die Erklärungen an das Landesamt für soziale Sicherheit und das Landesamt für soziale Sicherheit - provinziale und lokale Behörden - für die letzten vier Quartale vor dem Einreichen des Antrags und für die Quartale, während deren sie Arbeitnehmer im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms beschäftigen.

Gemäß dem Dekret vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor informiert das FOREM das Landesarbeitsamt und die Verwaltung über die Anzahl der im Laufe der genannten Quartale pro Arbeitgeber beschäftigten Arbeitnehmer.

Spätestens nach Ablauf der Frist, über die sie verfügen, um ihre Erklärungen an das Landesamt für soziale Sicherheit und das Landesamt für soziale Sicherheit - provinziale und lokale Behörden - zu senden, übermitteln die Arbeitgeber dem FOREM den in Artikel 11 Absatz 2 des Dekrets angeführten Nachweis für die Zahlung der Monatsgehälter und damit verbundenen Sozialversicherungsbeiträge.

Art. 5 - Gemäß Artikel 7 Absatz 3 des Dekrets beendet der Minister die Zahlung des in Artikel 4 Absatz 1 3° des Dekrets genannten Zuschusses und verlangt von dem Arbeitgeber die vollständige oder teilweise Rückerstattung dieses Zuschusses, falls:

- 1° der Arbeitgeber das Dekret oder dessen Durchführungserlasse mißachtet;
- 2° er die ggf. in dem Beschluß zur Genehmigung des Antrags angeführten Bedingungen mißachtet;
- 3° er andere Aktivitäten durchführen läßt als jene, die Gegenstand des Beschlusses zur Genehmigung des Antrags sind;
- 4° die Arbeitnehmer das in Artikel 6 des Dekrets genannte Gehalt nicht beziehen.

Das FOREM führt die Einforderung durch und übermittelt die Akten der säumigen Schuldner an die Verwaltung der MWSt., der Einregistrierung und der Domänen.

Die durch diese Verwaltung durchzuführende Rechtsverfolgung wird gemäß Artikel 3 des Domanialgesetzes vom 22. Dezember 1949 geführt. Die eingeforderten Beträge werden dem FOREM nach Abzug der ggf. entstandenen Kosten rückerstattet.

Der Minister informiert den für die im Antrag erwähnten Tätigkeiten zuständigen Minister über den Beschluß, die in Artikel 4, Absatz 1, 3° des Dekrets angeführte Bezuschussung zu beenden.

Die Verwaltung notifiziert diesen Beschluß dem FOREM, dem Arbeitgeber, dem subregionalen Ausschuß für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung und dem Landesarbeitsamt.

Art. 6 - Die in Artikel 13 des Dekrets angeführten Dienststellen werden gebildet aus den Beamten der Verwaltung.

Art. 7 - Der Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung informiert die Arbeitnehmer anläßlich der Genehmigung ihres Arbeitsvertrags über die ihnen gebotene Möglichkeit, mit der aktiven Stellungssuche verbundene Aktivitäten in Anspruch zu nehmen.

Diese Information soll ihnen verdeutlichen, daß es in ihrem eigenen beruflichen Interesse ist, diesen Schritt auf dem Weg in die Wiedereingliederung zu machen.

Der Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung informiert die Arbeitgeber über diese den Arbeitnehmern gebotene Möglichkeit.

Art. 8 - Die Arbeitnehmer können auf ihren Antrag hin mit der aktiven Stellungssuche verbundene Aktivitäten in Anspruch nehmen, deren Art und Dauer durch das FOREM unter Berücksichtigung ihrer Charakteristiken und ihrer beruflichen Pläne bestimmt werden.

Art. 9 - Die mit der aktiven Stellungssuche verbundenen Aktivitäten werden durch das FOREM oder durch jede Ausbildungseinrichtung, die zu diesem Zweck ein Abkommen mit dem FOREM abgeschlossen hat, gewährleistet.

Sie werden während der außerhalb der Beschäftigung der Arbeitnehmer verfügbaren Zeit im Rahmen eines Teilzeitarbeitsvertrags durchgeführt.

Die Arbeitgeber sind verpflichtet, während der Durchführung der mit der aktiven Stellungssuche verbundenen Aktivitäten den Zeitplan ihrer Arbeitnehmer anzupassen.

Art. 10 - Die Arbeitnehmer werden während der Durchführung ihres Arbeitsvertrags durch das FOREM betreut. Diese Betreuung besteht in der Begleitung der Arbeitnehmer:

1. zu Beginn der Durchführung ihres Arbeitsvertrags, um zu bestimmen, welche mit der aktiven Stellungssuche verbundenen Aktivitäten ihnen vorgeschlagen werden können;

2. während der Durchführung ihres Arbeitsvertrags, um die ggf. von ihnen unternommenen Initiativen zu bewerten;

3. zu Abschluß ihres Arbeitsvertrags, um:

a) die Auswirkungen ihrer Beschäftigung im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms und der Aktivitäten, die sie ggf. in Anspruch nehmen konnten, auf die Problematik ihrer Eingliederung zu bewerten.

b) auf der Grundlage dieser Bewertung jene Eingliederungsmöglichkeiten zu bestimmen, die für sie am geeignetsten wären.

Der Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung informiert die Arbeitgeber über die Betreuung, die den Arbeitnehmern zuteil wird.

Art. 11 - Die im Rahmen der mit der aktiven Stellungsuche verbundenen Aktivitäten verbundenen Fahrtkosten werden den Arbeitnehmern durch das FOREM erstattet.

Bei diesen Fahrtkosten handelt es sich um die Kosten, die durch eine tägliche Hin- und Rückfahrt entstehen, wenn der Wohnort des Arbeitnehmers und der Ort, an dem die mit der aktiven Stellungsuche verbundenen Aktivitäten stattfinden, wenigstens fünf Kilometer voneinander entfernt liegen.

Unabhängig von dem benutzten Transportmittel wird die Erstattung der Fahrtkosten auf die Kosten des kostengünstigsten öffentlichen Verkehrsmittels beschränkt.

Zur Rechtfertigung der Auslagen hat der Betroffene dem FOREM alle Belege zu unterbreiten.

Art. 12 - Der Minister läßt eine in Artikel 14 des Dekrets vorgesehene jährliche Bewertung des beruflichen Übergangsprogramms durchführen.

Die Bewertung bezieht sich auf die Qualität des beruflichen Übergangsprogramms, insbesondere in folgenden Bereichen:

1° die Auswirkung auf die berufliche Wiedereingliederung von Personen, die im Rahmen des Programms beschäftigt wurden, unter Berücksichtigung der Beschäftigung und der Betreuung sowie ggf. der mit der aktiven Stellungsuche verbundenen Aktivitäten;

2° die Auswirkung auf das globale Beschäftigungsvolumen in den betroffenen Tätigkeitsbereichen;

3° die Auswirkung auf die Deckung des jeweiligen kollektiven Bedarfs;

4° die Zufriedenheit der Arbeitgeber, der Arbeitnehmer und der Begünstigten der durchgeführten Aktivitäten.

Art. 13 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 14 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 97 — 2817

[C - 97/27646]

6 NOVEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 22 september 1997;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 2 september 1997;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 9 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit essentieel is voor de indiening van de aanvragen van de werkgevers die bereid zijn jobs te creëren voor de werkzoekenden die bedoeld zijn in artikel 2 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, door het feit dat het eveneens essentieel is voor de betrokken besturen die de administratieve procedures moeten uitwerken en de nodige formulieren moeten opmaken en door het feit dat het uitstellen van de definitieve goedkeuring ervan negatieve gevolgen kan hebben op de wederinschakeling van de werkzoekenden en op het beleid voor de bevordering van de werkgelegenheid, dat de Waalse Regering als een prioriteit beschouwt;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 1997, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

2° Minister : de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

3° bestuur : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° FOREM : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

5° subregionale directies voor arbeidsbemiddeling : de subregionale directies voor arbeidsbemiddeling van de FOREM.

Art. 2. § 1. Wanneer de in het kader van het doorstromingsprogramma geplande activiteiten onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage :

a) 14.000 BEF per maand als de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;

b) 24.000 BEF per maand als de werknemer minstens 3/4-tijds tewerkgesteld is.

De helft van de bovenbedoelde bedragen wordt door de Minister verleend, de andere helft door de Minister die bevoegd is voor de uitgeoefende activiteiten.

§ 2. Wanneer de in het kader van het doorstromingsprogramma geplande activiteiten onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap vallen, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage :

a) 7.000 BEF per maand als de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;

b) 12.000 BEF per maand als de werknemer minstens 3/4-tijds tewerkgesteld is.

Daarbij komt de toelage van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap, waarvan sprake in het op 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap gesloten samenwerkingsakkoord betreffende het doorstromingsprogramma.

De in het eerste lid bedoelde bedragen worden door de Minister verleend.

§ 3. Op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor de in het kader van het doorstromingsprogramma geplande activiteiten, kan de Minister andere subsidiebedragen vaststellen dan die bedoeld in de §§ 1 en 2, wat betreft de aanvragen i.v.m. activiteiten waarvoor de begunstigden van diensten die verleend worden door de in het kader van het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers een retributie betalen aan de werkgever.

§ 4. De bedragen van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde toelagen worden berekend op grond van het aantal dagen dat recht geeft op de bezoldiging.

Art. 3. § 1. De in artikel 3 van het decreet bedoelde werkgevers die werknemers in dienst willen nemen in het kader van het doorstromingsprogramma, richten hun aanvraag aan het bestuur aan het formulier dat ze bij de subregionale directies voor arbeidsbemiddeling of bij het bestuur kunnen verkrijgen.

De hernieuwingsaanvragen moeten minstens vijf maanden vóór het vervallen van de vergunning van de werkgevers ingediend worden.

Bij de aanvraag van de werkgevers die in de loop van het vorige jaar werknemers hebben tewerkgesteld in het kader van het doorstromingsprogramma, wordt een nauwkeurig verslag gevoegd over de uitvoering van de in het kader van het doorstromingsprogramma geplande activiteiten, alsmede een exemplaar van de eventuele publikaties.

De in het derde lid bedoelde documenten moeten binnen de maand vóór elke verjaardag van de oorspronkelijke beslissing en, in ieder geval, bij de indiening van ieder toekomstige aanvraag gezonden worden aan het bestuur en aan de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop de gelande activiteiten betrekking hebben.

§ 2. Zodra de aanvraag in ontvangst wordt genomen, krijgt ze een registratienummer dat met een ontvangstbewijs aan de werkgever wordt medegedeeld.

De aanvraag wordt doorgestuurd naar de in artikel 7, tweede lid, van het decreet bedoelde commissie.

De commissie is samengesteld uit een vertegenwoordiger van de Minister en uit een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid die het voorwerp van de aanvraag is.

Ze vergadert om de vijftien dagen en beslist of de aanvraag behandeld kan worden.

In geval van negatieve beslissing wordt de werkgever door het bestuur ingelicht.

In geval van positieve beslissing wordt de aanvraag door het bestuur behandeld.

§ 3. Het bestuur verzoekt het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming op het gebied waarvan de activiteiten hoofdzakelijk uitgeoefend worden, advies uit te brengen binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag en alle inlichtingen te verstrekken die het nodig acht voor de behandeling ervan. Na verloop van deze termijn wordt het advies niet meer vereist.

Het advies van het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming is met redenen omkleed en heeft met name betrekking :

1° op de overeenstemming van de gevraagde kwalificaties met de activiteiten die door de werknemers uitgeoefend worden en met de kwalificaties van de werklozen van de regio;

2° op de overeenstemming van het aantal gevraagde werknemers met de hoeveelheid uit te voeren werk;

3° op de honoreringsgaranties;

4° op het algemeen nut en op het feit dat de geplande activiteiten niet winstgevend zijn;

5° het feit dat de geplande activiteiten de commerciële sector eventueel beconcurreren.

Het Comité hoort in ieder geval de inspecteur die voor de projecten bevoegd is.

Het advies van het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming wordt echter niet gevraagd voor aanvragen die het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap in de hoedanigheid van werkgever indienen.

§ 4. Het bestuur brengt advies uit over de aanvraag en bezorgt de Minister een volledig dossier en een voorstel van beslissing binnen een termijn van 45 kalenderdagen, te rekenen vanaf de in § 3 bedoelde termijn.

§ 5. De Minister laat het dossier door de Commissie onderzoeken.

In voorkomend geval beslist de Commissie dat de werkgever door haar gehoord moet worden.

§ 6. De Minister neemt een beslissing en deelt ze mede aan de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop de aanvraag betrekking heeft.

§ 7. Het bestuur deelt de beslissing mee aan de FOREM, de werkgever, het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming en aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Voor een hernieuwingsaanvraag wordt de beslissing meegedeeld vooraleer de vergunning van de werkgever vervalt.

§ 8. De werknemers worden in dienst genomen binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de eerste dag van de maand na de kennisgeving van de beslissing.

In geval van vervanging worden de werknemers in dienst genomen binnen een termijn van drie maanden die ingaat op de eerste dag van de maand die volgt op de laatste dag van tewerkstelling van de te vervangen werknemers.

§ 9. Het decreet kan niet toegepast worden op werknemers die niet binnen de in § 8 bedoelde termijn zijn aangeworven, noch op werknemers die in dienst genomen worden terwijl de overeenkomst niet is goedgekeurd door de directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling.

De directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling keurt de overeenkomsten pas goed nadat hij zich ervan heeft vergewist dat de werknemers de in de artikelen 2 en 9 van het decreet bedoelde voorwaarden vervullen. Hij stuurt een afschrift van de overeenkomsten aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

§ 10. De in artikel 4, tweede lid, van het decreet bedoelde periode gaat in de dag waarop de eerste overeenkomst begint te lopen of, in geval van hernieuwing, de dag die volgt op het verstrijken van de periode vóór de hernieuwing.

Art. 4. De werknemers bezorgen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en het bestuur de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten gestuurde aangiften die betrekking hebben op de vier trimesters vóór de indiening van de aanvraag en op de trimesters waarin ze werknemers tewerkstellen in het kader van het doorstromingsprogramma.

De FOREM deelt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening het aantal werknemers mee die in de loop van dezelfde trimesters door elke werkgever tewerkgesteld zijn, overeenkomstig het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid, dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

De werkgevers bezorgen de FOREM het in artikel 11, tweede lid, van het decreet bedoelde bewijs van de maandelijkse betaling van de wedden en van de desbetreffende sociale premies uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn waarover ze beschikken om hun aangiften in te dienen bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten.

Art. 5. Krachtens artikel 7, derde lid, van het decreet wordt de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage niet langer door de Minister verleend en wordt de werkgever verzocht ze geheel of gedeeltelijk terug te betalen :

1° als hij het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan niet naleeft;

2° als hij de voorwaarden niet vervult die eventueel vermeld worden in de beslissing tot goedkeuring van de aanvraag;

3° als hij andere activiteiten laat uitvoeren dan die welke het voorwerp hebben uitgemaakt van de beslissing tot goedkeuring van de aanvraag;

4° als de werknemers de in artikel 6 van het decreet bedoelde bezoldiging niet ontvangen.

De FOREM belast zich met het incasso en stuurt de dossiers van de in gebreke gebleven schuldenaars aan de Administratie van de BTW, registratie en domeinen.

Deze Administratie stelt vervolgingen in overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949. De geïncasseerde sommen worden terugbetaald aan de FOREM, na aftrek van de eventuele kosten.

De Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop de aanvraag betrekking heeft, wordt door de Minister in kennis gesteld van de beslissing waarbij de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage niet langer wordt verleend.

Het bestuur deelt deze beslissing mee aan de FOREM, de werkgever, het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming en aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 6. De in artikel 13 van het decreet bedoelde diensten zijn samengesteld uit de personeelsleden van het bestuur.

Art. 7. Bij de goedkeuring van hun arbeidsovereenkomst worden de werknemers door de directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling geïnformeerd dat ze de mogelijkheid hebben om activiteiten uit te oefenen die bestemd zijn voor actieve werkzoekenden.

Zodoende worden ze erop attent gemaakt dat ze met het oog op hun inschakeling er belang bij hebben om over een bijkomende troef te beschikken.

De directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling licht de werkgevers in over de aan de werknemers geboden mogelijkheid.

Art. 8. De werknemers die erom verzoeken, kunnen als actieve werkzoekenden activiteiten uitoefenen waarvan de aard en de duur door de FOREM worden bepaald op grond van hun eigenschappen en van hun beroepsproject.

Art. 9. De activiteiten voor actieve werkzoekenden worden georganiseerd door de FOREM of door een andere operateur die daartoe een overeenkomst heeft gesloten met de FOREM.

Ze vinden plaats binnen de tijd die de bij een deeltijdse arbeidsovereenkomst gebonden werknemers overblijft.

De werkgevers moeten het werkrooster van hun werknemers aanpassen gedurende het verloop van de activiteiten.

Art. 10. Gedurende de uitvoering van hun arbeidsovereenkomst biedt de FOREM een begeleiding aan de werknemers.

Deze begeleiding beoogt hun opvolging :

1. in de aanvangsfase van hun arbeidsovereenkomst om de activiteiten te bepalen die hun geboden kunnen worden;
2. halverwege de uitvoering van hun arbeidsovereenkomst om de door hen eventueel ondernomen acties te beoordelen;
3. aan het einde van hun arbeidsovereenkomst :
 - a) met het oog op de evaluatie van de weerslag van hun tewerkstelling in het doorstromingsprogramma en van de acties waarvoor ze eventueel in aanmerking zijn gekomen, op de problematiek van hun inschakeling;
 - b) om op grond van deze evaluatie de voor hen meest geschikte inschakelingsmogelijkheden te bepalen.

De directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling stelt de werkgevers in kennis van de begeleiding die de werknemers krijgen.

Art. 11. De reiskosten m.b.t. de activiteiten voor actieve werkzoekenden worden door de FOREM terugbetaald.

De reiskosten zijn de kosten voor een dagelijks traject (heen en terug) van minstens vijf kilometer tussen de woonplaats van de werknemer en de plaats waar de activiteiten voor actieve werkzoekenden georganiseerd worden.

Voor de terugbetaling van de kosten wordt alleen de prijs van het goedkoopste vervoermiddel in aanmerking genomen, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

De betrokkene moet de FOREM de stukken bezorgen waarbij bewezen is dat de aangevoerde kosten daadwerkelijk werden gemaakt.

Art. 12. De Minister laat de in artikel 14 van het decreet bedoelde jaarlijkse evaluatie van het doorstromingsprogramma uitvoeren.

Zodoende kan de kwaliteit van het doorstromingsprogramma ingeschat worden, met name wat betreft :

- 1° de weerslag ervan op de inschakeling in het arbeidsproces van de in het kader van het programma tewerkgestelde personen, rekening houdende met de bezigheid en de begeleiding alsmede, in voorkomend geval, met de activiteiten voor actieve werkzoekenden;
- 2° de weerslag op de gehele tewerkstelling in de betrokken sectoren;
- 3° de weerslag ervan op de bevrediging van de betrokken collectieve behoeften;
- 4° de voldaanheid van de werkgevers, de werknemers en de begunstigden van de activiteiten.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



**6 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 18 juillet 1997
relatif à la formation professionnelle dans le cadre du programme de transition professionnelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à la formation professionnelle donnée dans le cadre du programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 22 septembre 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 2 septembre 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 9 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que cet arrêté est essentiel pour permettre aux travailleurs d'introduire leur demande de formation professionnelle, par la circonstance que cet arrêté est également essentiel pour permettre à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi de prendre les dispositions nécessaires à la mise en œuvre des actions de formation et par le fait que tout retard dans l'adoption définitive de cet arrêté aurait des conséquences négatives sur la réinsertion des travailleurs à l'issue de leur occupation dans le programme de transition professionnelle et compromettrait la politique de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle considérée comme prioritaire par le Gouvernement wallon;